

# Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

## P.C.I.: Autonomie vis-à-vis de Moscou

de ROBERTO CESTELLI

**C**hacun est libre d'exprimer ses propres opinions et toute opinion est digne, de considération, à condition qu'elle soit exprimée en pleine bonne foi.

Aucune n'est parole d'évangile ou un dogme à accepter sans discuter; mais si elle est étayée par des arguments valables et concrets, il est opportun d'y réfléchir sérieusement, d'autant plus si le sujet traité nous touche de près et peut signifier une réelle menace pour notre présent ou pour notre futur plus ou moins proche.

La position du parti communiste occidental le plus important - l'italien - qui fait preuve d'une autonomie effective, concrète et définitive à l'égard de Moscou est un phénomène présentant un intérêt extrême et vital pour l'Europe.

Le Pci - soutenu, nous ne comprenons pas pourquoi, par le Psi - insiste depuis longtemps pour entrer dans l'aire gouvernementale et, non plus comme supporter d'un programme, mais comme participant direct.

Si ce phénomène devait arriver, personne ne peut raisonnablement s'attendre à ce qu'il se produise un miracle en Italie: tous les cas survenus dans les pays de l'Europe orientale en sont une démonstration bien précise. L'histoire de la deuxième après-guerre nous enseigne que le communisme, une fois installé au gouvernement, fait comme le porc-épic, il élimine tous les autres participants, fidèle au principe marxiste du parti unique.

Une Italie communiste bouleverserait les équilibres mondiaux et entraînerait tout d'abord l'Europe.

La manoeuvre que pratique actuellement le parti communiste italien n'est donc pas un fait qui n'intéresse que l'Italie, mais également l'Europe tout entière.

C'est pour cela que nous désirons résumer les faits précédents et examiner leurs déroulements, car nous estimons que le tout intéresse effectivement l'Europe.

### Les faits précédents: la crise italienne

Le trente-sixième gouvernement de la République italienne, présidé par M. Cossiga, avait été renversé par l'union des gauches fin 1979, avec l'appui de l'habituelle grève politique, avec le motif déclaré que la crise économique, l'inflation galopante, le chômage croissant et le terrorisme qui se propage toujours plus exigeaient non plus un programme gouvernemental auquel auraient apporté leur adhésion tous les partis de ce que l'on appelle «l'éventail constitutionnel», mais leur participation directe et indispensable au gouvernement ou mieux - comme l'avait ouvertement déclaré le Pci et son partisan fidèle, le Psi - que la gauche n'entendait pas apporter son soutien - dans le programme comme au Parlement - à un gouvernement auquel il n'aurait pas directement participé sous une forme substan-

tielle, pour ne pas dire avec une force prépondérante.

Comme les Italiens ne semblent pas disposés à accepter une nouvelle marche sur Rome et que les principes démocratiques, malgré quelques érosions, maintiennent la nation encore debout, le Psi comme le Pci furent contraints, après les déclarations fières et intransigeantes de non-participation et de non-collaboration à une formule de gouvernement n'incluant pas le parti communiste, furent contraints - disions-nous - d'accepter le principe qu'il convenait laisser à la démocratie chrétienne, le parti de la majorité relative, organiser son congrès national pour pouvoir faire exprimer démocratiquement, par cette concession, la ligne politique que le parti devait suivre.

Comme par hasard, le terrorisme eut, pendant ce court interrègne, une terrible phase de recrudescence; il fut assassiné, entre autres, de très hauts magistrats, pour la raison, peut-être, qu'un gouvernement d'unité nationale était encore plus indispensable.

Toujours pendant la même période, le syndicat du secteur public - autre coïncidence absolument fortuite, naturellement - menaça de déclencher une grève qui aurait paralysé la nation, si le gouvernement démissionnaire ne définissait pas son contrat national.

Le gouvernement Cossiga démissionnaire répondit, avec justesse, qu'il ne pouvait pas, étant donné sa position, assumer des engagements concernant la gestion du gouvernement qui devait le substituer; la grève fut alors annulée.

C'est dans cette atmosphère, des plus tendues et de pression en faveur de l'entrée du Pci dans le gouvernement, que se concluait le congrès national de la démocratie chrétienne à la fin du mois de février et qui constatait l'impossibilité de former un gouvernement avec les communistes.

Le motif principal de ce refus était la question des rapports de l'Italie avec l'Union soviétique, dans sa position de membre de la Cee et d'adhérent au pacte de l'Atlantique nord, et du degré d'autonomie du parti communiste italien vis-à-vis du Kremlin, le tout sans oublier l'extrême tension internationale après la série d'actions soviétiques tentées en Afrique, dans les Etats arabes, dans la péninsule indochinoise et, pour finir, dans l'opération d'inva-

sion effectuée directement par les troupes soviétiques en Afghanistan.

Comment gouverner avec un parti à l'image encore incertaine - s'était demandé, avec responsabilité, la démocratie chrétienne - alors que se multipliaient, justement, les inconnues quant à la stratégie de l'Urss?

Le tableau de la situation générale, qui ressortait des discussions animées du congrès national de Dc, était tellement évident que la gauche accepta une défaite provisoire.

Au sein du Psi, son secrétaire politique, M. Craxi, eut, d'une façon inattendue, le dessus sur l'importante aile gauche de son parti. Son président, le vieux parlementaire intransigeant, M. Lombardi, cessa à l'improviste le feu, après avoir tiré avec toute son artillerie et même menacé de démissionner; c'est ainsi que dans des temps extrêmement courts, naquit, des cendres du gouvernement Cossiga, un deuxième gouvernement Cossiga, un cas de véritable phénix politique.

Les cendres du gouvernement précédent conservèrent le parti libéral de l'excellent parlementaire Zanoni et le parti social-démocrate rénové de M. Longo.

Pour ne pas perdre la face, le Psi avait voulu des victimes et la Dc avait sacrifié ces fidèles alliés précédents à la nécessité de donner rapidement un gouvernement au pays.

## Le Pci à la recherche d'une virginité

Le parti communiste italien avait espéré que toutes les forces de pression qu'il avait mis en action, directement ou indirectement, auraient amené l'aile gauche de la démocratie chrétienne à prévaloir dans le récent conseil national du parti et à faire mûrir les temps pour le compromis «historique» (en réalité, totalement «antihistorique»), ce qui aurait permis l'entrée des communistes dans le gouvernement.

Les velléités gouvernementales ayant été forcément mises de côté, le secrétariat du Pci s'est rendu compte que, dans sa présentation actuelle, l'opinion publique nationale et internationale lui aurait toujours barré la voie du pouvoir et estimant, à juste titre, ne pas pouvoir faire appel à la force, il a conçu, comme seule voie possible, de modifier profondément son aspect,

au prix, tout au moins apparent, de n'importe quel sacrifice.

«Paris vaut bien une messe» s'était exclamé Henri IV; l'autre Henri, M. Berlinguer, n'a pas dû avoir raisonné différemment dans les temps actuels.

Il ne faut pas oublier que de nombreux éléments de la voie de la force auxquels le sieur Henri faisait confiance sont en train de faire entendre de sinistres craquements.

Sur le front de la crise économique, voici que l'étrange pays Italie clôture l'année 1979 avec un taux de croissance de 5%, un record mondial. Et tandis que tout le monde déclare que ce serait là un résultat nettement positif si ce n'était de l'inflation qui a atteint des taux préoccupants et qu'il convient donc d'être pessimiste pour l'année 1980, voilà que l'on apprend officiellement qu'au cours du premier trimestre de cette année la production industrielle a augmenté de 11% par rapport à la même période de l'année précédente et que le chô-

mage est en régression.

Sur le front du terrorisme, les arrestations se poursuivent à un rythme accéléré; la collaboration européenne fonctionne: des arrestations ont également eu lieu en France.

Ce sont les terroristes qui commencent à avoir peur; quelques-uns d'entre eux ont commencé à parler.

Parmi les personnes arrêtées, quelques-uns des 61 ouvriers licenciés par FIAT et pour lesquels la Fédération des Ouvriers métallurgiques avait pris une position nette et irréfléchie, des syndicalistes également et, naturellement, quelques inscrits au Pci.

Un coup dur pour les syndicats dont la crédibilité, depuis quelque temps déjà, avait commencé à s'ébranler.

Une enquête du Pci auprès des ouvriers de FIAT démontre que la plupart d'entre eux sont fatigués des grèves politiques; ils désirent que leur poste de travail soit tranquille et sûr et estiment que l'on peut tou-



jours se mettre d'accord avec les patrons. Les travailleurs ont compris que la fabrique ne peut plus être démolie et sabotée. Et le jour où les masses de travailleurs se rendront compte que rester avec les salaires accrochés à l'échelle mobile actuelle comme une huître au rocher n'est absolument pas un avantage pour eux, n'est pas tellement éloigné.

Dans la course prix-salaires, ce sont toujours ces derniers qui perdent; désormais, tous le savent, y compris les dirigeants syndicaux qui font encore semblant de l'ignorer.

Dans cette situation, voici que nos héros du secrétariat du Pci partent avec une extraordinaire désinvolture à la recherche d'un visage nouveau ou, si possible, d'une nouvelle virginité.

### Feu l'eurocommunisme ressuscite-t-il?

On se doit de reconnaître que le parti de Berlinguer, après avoir évité la tentation de raidissement du type stalinien, a immédiatement réagi par une action sans scrupules et de vaste portée.

Il a tout d'abord développé une stratégie de liaison avec les partis sociaux-démocrates et socialistes européens déjà commencée depuis longtemps par les rencontres de Berlinguer avec les représentants socialistes de la péninsule ibérique, MM. Mario Soares et Felipe Gonzales.

Il était déjà advenu d'autres rapprochements vers la social-démocratie au sein du Conseil de l'Europe.

Puis, le 10 mars, Berlinguer rencontra Willy Brandt, suscitant une pointe de mécontentement chez M. Craxi qui voit son domaine envahi, mais à qui quelqu'un a dû expliquer la substance de la manoeuvre, car, par la suite, le déroulement successif des contacts qui conduisent le 24 mars M. Berlinguer à rencontrer à Paris M. Mitterrand, sur l'invitation de ce dernier est totalement passé sous silence au sein du socialisme italien, tandis que, par contre, explose la colère de M. Marchais qui, évidemment non averti, accuse le parti communiste italien de conspirer à ses dépens.

Puis le camarade Giorgio Napolitano, en visite chez les travaillistes britanniques, réunis dans la «Chatham House», leur précise que le Pci partage, *point par point*,

tous les articles établis lors de la dernière réunion de l'Internationale socialiste.

Précédemment, M. Napolitano avait également rencontré les dirigeants des social-démocraties scandinaves et leur réunion avait été définie cordiale et chaleureuse.

Enfin, alors qu'éclatait la polémique entre Berlinguer et Marchais à propos de la visite du premier à Mitterrand, le Pci a fait exploser deux autres bombes en annonçant qu'une mission du parti, ayant à sa tête Berlinguer en personne, se rendait en Chine et, tout de suite après, en ouverture de la réunion du Conseil national du parti, qui n'avait pas été convoqué depuis 1965, et en faisant déclarer par le camarade Cossuta le *non* sec du parti à l'invitation adressée conjointement par Marchais et Gyerek, ce dernier leader du communisme polonais, de participer à la conférence dont l'idée avait mûri dans l'enceinte du Kremlin, pour établir une convergence des partis communistes de l'Est et de l'Ouest européen sur le délicat problème de l'Otan en Europe.

A cette même occasion, Giancarlo Pajetta, superviseur de la politique étrangère du parti, révélait qu'au cours de la même journée, un envoyé spécial du parti illustrait directement à Moscou à M. Andreï Kirilenko, le dauphin probable de Brejnev, les raisons de ce refus.

### Berlinguer à Pékin

Lorsque le lecteur aura fini de lire ces lignes, le voyage de Berlinguer se sera déjà terminé et l'on connaîtra l'objet de ses conversations avec Hua Guofeng et avec Den Xiaoping, tout au moins à travers les rapports officiels.

Le secrétaire du Pci et ses compagnons de mission auront certainement gardé leurs distances avec les dirigeants chinois sur quelques questions, comme la poussée possible de l'Urss vers le golfe Persique et les aventures soviético-cubaines en Afrique; mais ils ne pourront pas ne pas avoir de jugements communs négatifs sur des questions non moins brûlantes comme l'intervention directe de l'Urss en Afghanistan.

Pékin a une conception globale de l'idée de détente et estime donc qu'il n'existe pas de sécurité pour qui que ce soit, ni en Asie et ni en Europe, si l'Urss envahit l'Afghanistan ou menace les routes du pétrole.

Par contre, au Pci, on affiche la convic-

tion qu'une crise locale ne doit pas compromettre sérieusement la détente et que, en d'autres termes, il est possible de se mettre d'accord avec les Soviétiques en Europe et de se disputer en Asie.

Il est donc probable que les Chinois, bien plus réalistes et sincères que nos communistes nationaux, aient demandé à Berlinguer la façon dont il entend concilier ses ambitions ouvertes d'autonomie vis-à-vis du Kremlin avec son projet d'une Europe neutre, détachée des Etats-Unis et passive devant les diverses actions de l'Urss dans le reste du monde; et donc de proclamer son indépendance en faisant, en même temps, tout ce qui convient le plus aux Soviétiques et ce qu'ils veulent depuis toujours.

Il sera très intéressant de savoir comment Berlinguer répondra à ses interlocuteurs chinois à cette question et aux autres,

comme celle de savoir comment le Pci entend-il porter aux conséquences logiques la condamnation morale qu'il a déjà exprimée devant l'intervention soviétique en Afghanistan pour éviter que son comportement vis-à-vis de Moscou ne soit contradictoire, stérile, velléitaire et totalement négligeable pour les Soviétiques et ne soit considéré avec une suspicion évidente par le reste du monde.

Et, en outre, il sera certainement demandé à M. Berlinguer comment fait le Pci pour soutenir une conception régionale de la détente et de la sécurité sans avoir précédemment accepté d'être «finlandisé», c'est-à-dire d'être prêt à assister passivement, pour ne pas dire à approuver, à toute aventure soviétique, où qu'elle ait lieu.

En confidence, entre une version italienne et une autre chinoise de l'échange de vues qui seront intervenues entre la délégation du Pci et les hommes de Pékin, nous avouons être plus enclins à croire celle qui viendra de la Chine.

Comme un fait étrange, toute réaction de Moscou aux nombreuses manoeuvres de M. Berlinguer a totalement fait défaut. A la nouvelle de son voyage au-delà de la Grande Muraille, l'agence Tass s'est limitée, en citant un journal japonais, à enregistrer l'hypothèse qu'en faisant cette visite Berlinguer «pourrait courir le risque de se laisser entraîner dans le camp des Chinois».

Une réaction aussi molle et inconsistante est incontestablement suspecte, quand on pense qu'en été 1977, lors de la brève saison de vie de l'Eurocommunisme, Moscou tira à boulets rouges contre M. Carillo pour ce qui ne pouvait être défini qu'une hérésie.

D'autre part, les hérétiques d'alors - de M. Carillo, auteur de la brochure incriminée «Eurocommunisme et Etat», écrite dans un but électoral interne, à M. Marchais, qui avait déclaré que le Pcf renonçait au principe de la révolution prolétarienne - retournèrent tous, avec une évidence plus ou moins manifeste, à une orthodoxie prosoviétique rigoureuse.

La fièvre de l'hérésie eurocommuniste ne se manifesta pas à cette occasion au sein du Pci. Déjà, lors du dimanche 4 septembre de cette année 1977, au cours du festival du «l'Unità» - le journal du Pci - à Modène, le camarade Amendola déclarait



Frédéric 70

que «l'eurocommunisme n'a jamais existé»; le même jour, à Milan, au château des Sforza, où se déroulait une autre fête de «l'Unità», ceux que l'on appelle les autonomes, c'est-à-dire les jeunes Italiens de foi communiste dissidente, troublèrent violemment la manifestation. Ils se sentaient trahis par leur parti et ils n'avaient pas tort.

Nous savons, aujourd'hui, que le parti armé, c'est-à-dire le terrorisme, puise chez les autonomes ses adeptes et ses partisans les plus fidèles.

Mais si le Kremlin a réagi avec une telle violence pour une hérésie rentrée aussi rapidement, comment se fait-il qu'il soit aussi indulgent à l'égard de Berlinguer qui, en se rendant à Pékin, en traitant avec les social-démocraties, en dépoüssiérant la dépouille du défunt eurocommunisme, en condamnant l'invasion de l'Afghanistan et en accomplissant d'autres pas qui l'éloignent, apparemment, de Moscou, n'est évidemment plus un hérétique, mais un schismatique, tout comme ces Chinois qu'il est allé visiter ces jours derniers?

## Bluff ou réalité?

Staline a toujours soutenu le principe de la voie nationale au communisme; quelque'un d'autre, par contre, avait précédemment affirmé que les voies du Paradis sont infinies.

Nombreux sont les éléments qui ne conviennent pas dans toute cette manoeuvre organisée par le Pci avec tant de publicité, dans laquelle il a entraîné, en en surprenant la bonne foi, des partis d'autres pays et en agissant avec une telle ostentation et à la lumière du jour qu'il éblouit la vue du commun des lecteurs.

Il se peut que M. Berlinguer ait établi, en superposant les deux définitions, que «infinies sont les voies du communisme», pourvu que l'on arrive au gouvernement et, plus élastique qu'une balle de caoutchouc, il s'est demandé: vu que les électeurs italiens veulent un socialisme moderne, démocratique et européen, pourquoi ne pas s'affubler de ce masque et les contenter? Et, après avoir accepté son plan, les vieux hommes de Moscou lui permettent toutes les acrobaties nécessaires pour le réaliser.

C'est ainsi que l'on peut s'expliquer pourquoi Moscou n'attaque pas durement M. Berlinguer, pourquoi il n'excommunie

pas le parti communiste italien et va même jusqu'à publier, dans le n° 5 de mars 1980 de «URSS + OGGI», édité par le Bureau de Presse de l'Ambassade de l'Urss à Rome, un article portant la signature de A. Chazov, écrit à l'occasion des 80 ans de Luigi Longo, le président du Pci, dans lequel ce dernier est loué et donc, implicitement, le parti qu'il préside. Cet article exalte la lutte soutenue par le camarade Longo pour défendre le parti du sectarisme et du révisionnisme de droite et de gauche et pour le maintenir cohérent avec les principes de base du marxisme-léninisme.

L'auteur de cet article conclut en affirmant que «les Soviétiques connaissent le camarade Longo et le savent un ami sincère de l'Union soviétique, un partisan actif du renforcement et du développement des rapports fraternels entre le Pci et le Pcus. L'exemple du premier pays du socialisme dans le monde a toujours inspiré les communistes italiens».

Notre méfiance est peut-être excessive et M. Berlinguer et ses compagnons sont effectivement sincères dans cette manoeuvre de transformer le Pci en un parti socialiste moderne, comme le demande le peuple italien.

Mais si tout ceci n'était qu'un faux, le risque pour l'Italie, pour l'Europe et pour le monde serait tellement grand que notre méfiance serait grandement justifiée.

Nous proposons donc de nous comporter comme le public d'un cirque, lors des exhibitions des acrobates sur les trapèzes volants: conserver le silence et regarder avec appréhension et admiration.

Les applaudissements ne crépiteront que lorsque les protagonistes, une fois terminé le spectacle, se réuniront sur la piste pour saluer et remercier le public.

Nous accorderons, à l'exhibition dangereuse du parti communiste italien, et s'ils sont mérités, nos applaudissements authentiques et chaleureux, une fois terminé le spectacle au cours duquel nous aurons assisté à la naissance en Italie d'une social-démocratie indéniable.

Nous devons cependant nous assurer, tout d'abord, d'avoir assisté vraiment à un spectacle d'artistes politiques du trapèze et non à une exhibition grotesque de magiciens rouges de l'illusionnisme.

R.C.

Milan, le 15 avril 1980

---

# «AUX CÔTÉS DES ETATS-UNIS, NON ENTRE LES DEUX SUPERPUISSANCES»

---

de ROLF ZUNDEL

---

**L**a coïncidence est en soi digne d'être relevée: alors qu'à Bonn on apprenait que le Chancelier fédéral Schmidt avait envoyé une lettre au chef de l'Etat et du Parti Brejnev, le ministre des Affaires étrangères Genscher définissait la position de la République fédérale d'Allemagne quant à la politique internationale: «Aux côtés des Etats-Unis et non entre les deux superpuissances».

*Est-ce là un contresens? Il ne servirait pas à grand-chose de spéculer là-dessus; mais on peut enregistrer ce que l'opposition continue à définir une absence de décisions et de capacité d'interprétation qui est dangereuse: le rôle difficile de Bonn caractérisé par la nécessité intense de solidarité occidentale, mais qui exige une politique ayant tendance à limiter la crise avec l'Union soviétique.*

*Endiguement de la crise - ceci ne signifie nullement pour Bonn de tirer uniquement des conclusions tech-*

*nico-militaires de l'invasion de l'Afghanistan, mais également d'exploiter les contacts avec l'Union soviétique pour tenter de restaurer les possibilités de calcul réciproques qui étaient déjà branlantes auparavant et qui ont encore empiré après les événements afghans.*

*Mais il ne faudrait pas, pour autant, prendre trop au sérieux un malentendu qui est actuellement violemment discuté: la tentative faite par quelques hommes politiques et commentateurs soviétiques d'attribuer à la République fédérale d'Allemagne un nouveau comportement, et la réponse enflammée de la République fédérale.*

*Le fait que l'on polémise dans les discours publics de diplomates soviétiques également, comme l'ambassadeur de Moscou en R.F.A., Abrassimov, pour mettre en évidence les différences d'intérêts entre l'Amérique et la République fédérale, ne sert pas à modifier*

*la position de cette dernière qui est et reste une partie intégrante de l'Alliance occidentale. Cette polémique n'est rien d'autre qu'une escarmouche.*

*Il faut, cependant, prendre plus au sérieux deux préoccupations: l'une de l'Occident, l'autre de l'Union soviétique. Le monde occidental se demande si l'Union soviétique est vraiment incapable de se considérer comme une puissance mondiale saturée et a donc tendance, plus encore qu'auparavant, à élargir sa zone d'influence par l'usage des armes. Par contre, l'Union soviétique semble se demander jusqu'à quel point ont été exploités les événements de l'année dernière et, en partie, mis en scène, comme à l'époque de la crise de Cuba, pour reconstruire sa propre position de plus grande puissance mondiale par le biais d'une nouvelle guerre froide. C'est ainsi que ressort la question de savoir si les investissements politiques de l'Union sovié-*

tique vis-à-vis de la République fédérale ont apporté leurs fruits.

En ordonnant rétrospectivement les faits et en constatant donc la supériorité évidente des Soviétiques - tant à l'Est qu'à l'Ouest - on justifie en attribuant à l'autre partie un plan mirabolant à longue échéance et l'on pourrait discuter longuement sur la justification objective de cette opinion, tandis qu'il est pratiquement indéniable que les deux parties croient sincèrement à leur version respective.

En procédant à cette comparaison de peu de sens de fidélité à l'Alliance atlantique et d'apaisement, il est évident qu'il y a là une accusation; mais cette accusation ne change

pas le fait que l'on ne pourra sauver la paix que si l'on jugera, dans les deux camps adverses, avec suffisamment de réalisme les idées, les actions et les réactions de l'autre partie. Non seulement l'Occident est resté surpris par les événements afghans, mais les Soviétiques eux-mêmes n'avaient pas prévu cette réaction de la part de l'Occident.

Il n'est pas du tout vrai que le Chancelier fédéral ait voulu jouer, comme représentant d'une Europe désireuse de neutralité, le rôle de médiateur entre Washington et Moscou. Schmidt est l'un de ces porte-parole de l'Alliance occidentale qui peuvent espérer être écoutés et pris en considération par Moscou.

Le Chancelier, lui aussi, sait, naturellement, que les difficultés dans les relations bilatérales entre Bonn et Moscou s'accroîtront au fur et à mesure que s'accroîtra la crise (quelle belle époque que celle où l'on se disputait pour interpréter les Accords de Berlin!).

Lors de la crise cubaine, de Gaulle se rangea, lui aussi, d'une façon ostentatoire du côté de l'Occident; Helmut Schmidt n'est pas de Gaulle et ne dispose même pas de la liberté d'action politique française. Les rapports germano-soviétiques empirent au fur et à mesure que s'aggrave la crise.

R.Z.

(Die Zeit, 15 février 1980)

---

## Elargissement, politique méditerranéenne, accord avec la Yougoslavie

**L**e parlementaire Lorenzo Natali, vice-président de la Commission des Communautés européennes, a déclaré, lors de son intervention à la Table ronde des études sur le système adriatique organisée à Bari que «la Communauté se trouve actuellement en face d'une série d'engagements avec les pays du bassin Méditerranéen qui exigent, de par leur contenu politique élevé, une réflexion approfondie». Il a rappelé, à ce propos, que la Cee signera, le 2 avril prochain, un accord de coopération avec la Yougoslavie et que le

19 mars la Commission européenne a approuvé le document de base pour les négociations agricoles en vue de l'adhésion de l'Espagne. Natali a, en outre, annoncé l'imminence d'une première analyse, de la part de la Commission, des problèmes dérivant du renouvellement des accords de coopération avec les pays de la rive méridionale de la Méditerranée. Il faut ajouter à cela l'intention du gouvernement d'Ankara de présenter la candidature de la Turquie à la Communauté.

Cette projection de l'Europe commu-

nautaire vers l'extérieur, qui nécessite cohérence et sens de responsabilité, n'a pas eu, selon Natali, une augmentation parallèle d'intégration économique et politique sur le plan interne. «L'impossibilité qui s'ensuit de contrebalancer les effets engendrés par l'ouverture vers le reste du monde, a causé des réactions internes qui se sont répercutées au niveau des engagements déjà pris, empêchant parfois de les honorer d'une façon appropriée».

Il est donc nécessaire, a poursuivi le vice-président de la Cee, de clarifier les choses profondément dans le but de déterminer, si possible, le contenu et la signification de la politique communautaire en Méditerranée.

Parlant des accords avec les pays de la rive méridionale du bassin Méditerranéen, M. Natali a mis en relief l'aspect complémentaire économique qui doit être recherché dans ces pays et quelques régions de la Communauté actuelle comme, par exemple, le Mezzogiorno italien, sinon «on risque de créer un contraste immédiat entre l'objectif d'une présence de la Cee dans la Méditerranée et ses territoires les moins développés».

Il apparaît évident, sous cet aspect, qu'il faut passer à un deuxième stade qui devrait conduire, par des concessions commerciales, à la coopération économique en utilisant des instruments tels que l'autoréglementation des échanges, l'assistance technico-financière, l'extension aux pays méditerranéens de la méthodologie des accords prévus pour les ACP [Afrique, Caraïbes, Pacifique].

La Communauté doit être consciente que pour fournir un espace économique aux pays méditerranéens elle doit, en premier lieu, limiter sa propre concurrence dans ces secteurs à ses partenaires méditerranéens sur le marché mondial.

«Dans une réorganisation d'une portée aussi vaste - a insisté le vice-président de la Cee - dont l'âme est fondamentalement politique - le problème doit être examiné en prenant en considération les besoins des régions les moins favorisées de la Méditerranée, y compris celles de la Communauté actuelle. Et ce n'est qu'en adoptant cette vision du problème que la coopération Nord-Sud pourra effectivement être mise en route entre Cee et Méditerranée, entre des régions riches et des régions pauvres de la couronne ceignant cette mer».

Passant à l'examen du problème de la «coopération» adriatique, M. Natali a dit que le récent accord entre la Cee et la Yougoslavie est important parce qu'il concrétise les idées-force qui devraient informer la «révision» des accords méditerranéens et parce qu'il reprend, d'une manière nette-ment plus explicite, tous les aspects de la coopération que l'on trouvait - bien qu'à l'état encore embryonnaire - dans les accords précédents.

Le chapitre relatif à la coopération est tout aussi vaste que celui qui s'intéresse au commerce; il s'étend du secteur agricole et industriel au secteur technologique et scientifique, couvrant également la protection de l'environnement, le secteur social, les transports et la pêche.

Un aspect original est également fourni par le dialogue permanent que les parties se sont engagées à poursuivre dans la gestion de cet accord, surtout pour ce qui concerne l'aspect commercial.

L'accord prévoit de fixer une attention particulière sur les efforts de coopération destinés à promouvoir la zone franche prévue par le traité italo-yougoslave d'Osimo. Sous ce profil, cet accord peut même être considéré comme le complément de la politique de bon voisinage poursuivie entre la Yougoslavie et l'Italie.

Le vice-président Natali s'est arrêté, dans la dernière partie de son intervention, sur l'analyse de la politique de tutelle de l'environnement lancée par la Communauté; il a relevé que cette politique constitue un des éléments les plus intéressants de l'accord passé avec Belgrade, tant par l'ampleur des actions prévues que par les conséquences économiques provoquées, en particulier dans la branche du tourisme et dans celle de la pêche. Natali a ensuite rappelé l'activité du Centre d'Etudes de technologie avancée de Bari pour la prévention de la pollution écologique de l'Adriatique. Le vice-président de la Cee a conclu en observant que la prochaine entrée de la Grèce au sein de la Cee accroîtra les possibilités d'opérer dans le secteur de la lutte contre la pollution marine et créera également de nouvelles opportunités pour renforcer la signification économique et politique du système adriatique.

Bari, mars 1980.

# Le pont branlant entre l'Est et l'Ouest

de HEINZ MURMANN



(*Kölner Stadt-Anzeiger*, 15 février 1980)

L'aide qu'il faudra apporter à la Turquie au cours des prochaines semaines représente une tâche lourde et même ingrate, peut-être, pour le ministre allemand des Finances, M. Hans Matthöfer. D'une part, il devra convaincre ses partenaires de l'Alliance de la nécessité d'une intervention rapide et massive; de l'autre, bon nombre de citoyens, de députés et de fonctionnaires allemands ne comprendront pas pourquoi il n'existe pas de fonds pour financer des programmes internes urgents et que, par contre, il y en a pour la Turquie.

Les fonds destinés à la Turquie ne peuvent pas être repérés en les prélevant simplement sur les réserves; on se les procurera en intervenant sur les postes du bilan public, en arrivant même à en effacer un; cette tâche n'est guère facile. Le ministre fédéral des Finances a accepté cette tâche de bon gré ou, tout au moins, il ne s'est pas plaint, ce qui est tout à l'avantage de la politique étrangère de sécurité et de l'Alliance.

Depuis des années, le Moyen-Orient est une région tout autre que tranquille. Le feu du conflit arabo-israélien couve encore

et le caractère explosif de la situation a été accru par la révolution en Iran et par la prise en otage des diplomates américains. L'intervention en Afghanistan a rapproché l'Union soviétique de la mer d'Oman et a provoqué des désordres dans les pays bordant le golfe Persique: au Moyen-Orient, l'incendie menace de s'étendre.

La Turquie est le pont qui relie cette région instable à l'Europe; elle possède une frontière commune avec l'U.R.S.S. et contrôle la sortie de la mer Noire; elle forme, avec la Grèce, le flanc sud-oriental de l'Alliance occidentale. Une Turquie mourant de faiblesse économique, se désagrégant et n'étant pas en mesure de réagir à des pressions externes, fait augmenter dangereusement les risques dans cette région. Si la Turquie devait disparaître comme facteur de puissance, une bonne part des efforts défensifs de l'Occident serait réduite à zéro. De même, une Turquie qui rejette à la mer la démocratie pour la remplacer par une dictature, ne serait pas le partenaire le meilleur de l'Alliance.

Il faut donc trouver la poussée appropriée qui remette à flot la barque enli-

sée; mais personne ne sera en mesure d'aider la Turquie si les Turques ne s'aident pas eux-mêmes. La situation est cependant actuellement plus favorable qu'elle ne l'était il y a quelque temps encore. Le gouvernement Demirel a lancé un programme rigoureux d'assainissement auquel même ses adversaires sociaux-démocrates, ayant à leur tête Ecevit, ne s'opposent pas. Ce pourrait être là un début.

Plus le temps passe, plus élevée devra être l'aide à apporter à Ankara; c'est pour cette raison, également, qu'il ne faut pas perdre de temps. Il est important, également, que cette aide soit apportée sans aucun engagement, sans l'obligation d'acheter des marchandises dans le pays qui met les fonds à disposition, comme cela a été fait dans quelques cas l'année précédente. On devrait, en outre, assurer aux Turcs une aide pour une période de temps déterminée pour leur donner l'opportunité de boucher les voies d'eau les plus importantes qui se sont créées dans l'appareil administratif et économique. Si la stabilisation de la Turquie réussit, cet argent aura été bien investi.

H.M.

# Vers de nouveaux équilibres institutionnels dans la Communauté

(discours d'Antonio Giolitti membre de la Commission de la Communauté européenne au deuxième cours de culture européenne de l'Université d'Urbino)

**A**ntonio Giolitti, membre de la Commission de la Communauté européenne et responsable de la politique régionale et de la coordination des fonds communautaires, a tenu, dans le grand amphithéâtre de l'Université d'Urbino, une conférence sur le thème: «Les institutions communautaires en face des problèmes des déséquilibres internes».

M. Giolitti a déclaré, entre autres:

«La dirigeance est désormais assumée, dans la C.E.E., par le Conseil de l'Europe, dans le bien comme dans le mal. Le rapport des «Trois Sages» exalte 'le rôle de guide du Conseil de l'Europe', demande qu'il établisse 'les priorités pour l'action communautaire au cours des prochaines années', indique 'non seulement les objectifs, mais également les voies immédiates... et les lignes générales ... pour leur mise en pratique', adopte 'les dispositions spécifiques pour inaugurer de nouvelles politiques'. Avec l'air de souhaiter et de conseiller pour l'avenir, les Trois ne font rien d'autre que de décrire le présent.

Il n'est pas possible, dans un cadre démocratique, de considérer la Commission comme une sorte d'embryon de gouvernement supra-national ou fédéral. La dialectique démocratique n'a, au sein de la Communauté, que deux protagonistes dotés d'une pleine représentativité démocratique: le Conseil et le Parlement.

La participation du Président de la Commission aux réunions du Conseil de l'Europe est, elle aussi, un signe d'une plus faible autonomie institutionnelle de la première par rapport au second. Dans ces conditions, il devient même inconcevable qu'il

y ait un contraste entre le Conseil et la Commission, si ce n'est sur des détails d'application des instructions adressées par le Conseil de l'Europe. Mais le Parlement a le pouvoir d'exprimer des orientations politiques qui pourraient entrer en conflit avec celles du Conseil de l'Europe; et comme il a également le pouvoir de destituer la Commission, cette dernière pourrait se trouver, dans ce cas, dans une situation impossible, entre les choix du Conseil dont elle fait partie, en fait, et ceux du Parlement devant lesquels elle doit s'incliner, sous peine de mort. C'est une situation absurde, parce que l'interlocuteur authentique du Parlement est le Conseil, et la Commission joue le rôle de bouc émissaire. Il faut choisir: la Commission doit-elle graviter autour du Conseil de l'Europe ou autour du Parlement? La première hypothèse réduit la Commission à un secrétariat technique. La seconde hypothèse semble être plus conforme aux exigences d'équilibre des pouvoirs, dans un tableau qui, au départ, est déjà déséquilibré en faveur du Conseil de l'Europe. Mais pour que puisse s'instituer et fonctionner un rapport dialectique correct entre le Conseil d'une part et le Parlement et la Commission de l'autre, il faut essentiellement que le Parlement anticipe le Conseil dans l'énoncé de ses orientations politiques: ce n'est qu'ainsi que la Commission pourra soutenir dans le Conseil (avec son président) et en face du Conseil, en termes de propositions précises, les choix du Parlement. Cette sorte d'investiture préventive - ne serait-ce qu'informelle - que l'on pense devoir faire donner par le Parlement à la nouvelle Commission pourra, pour cela, être bénéfique».

# FUTURE DE L'EUROPE

(extrait du discours programmatique du Président Jenkins au Parlement Européen)  
Strasbourg, 12 février 1980

## La crise qui nous attend

**S**i nous regardons vers le futur, il se profile à l'horizon ni plus ni moins qu'une désagrégation de l'ordre économique et social sur lequel a été édiflée l'Europe de l'après-guerre. Nous avons construit notre société industrielle sur la consommation de combustibles fossiles, en particulier le pétrole et il est incontestable aujourd'hui que si nous ne changeons pas de système - tant qu'il est encore temps - notre société risquera d'être bouleversée, et, à la fin, de s'écrouler. Les signes d'un changement irréversible sont déjà visibles dans le déclin accéléré de quelques-unes de nos industries les plus vieilles, dans l'influence qu'ont eue les nouvelles technologies sur de nombreux secteurs de notre vie quotidienne, dans les transformations auxquelles est sujette la structure de nos échanges.

## Energie

La conservation de l'énergie doit être, à court terme, l'axe principal de notre politique. Les possibilités d'économie sont immenses: d'ici 1990, il serait possible d'abaisser de 20% nos besoins d'importation. En deuxième lieu, il convient d'augmenter rapidement le niveau de nos investissements dans de nouvelles formes d'économie énergétique, dans l'exploitation des ressources internes et dans le développement de nouvelles sources d'énergie. Nous devons invertir la tendance à la baisse de la consommation et de la production du charbon; les retards enregistrés dans le développement de l'énergie nucléaire dans diverses régions de la Communauté doivent être comblés au plus tôt. En troisième lieu, on devra consacrer bien plus de temps et d'attention au développement de nouvelles sources d'énergie. Il convient, en outre, de potentialiser notre programme de recherche et de développement. Nos efforts pour venir à bout de ces problèmes exigeront du temps, de l'argent et de la détermination. La plus tangible de ces exigences est l'argent; c'est pourquoi la Commission est en train d'examiner diverses possibilités, y compris l'idée d'une forme quelconque de taxes ou de prélèvement sur l'énergie.

## Nouvelles technologies avancées

Au cours des dix prochaines années, la preuve fondamentale du succès ou de l'échec sera le comportement que nous adopterons vis-à-vis du défi lancé par les nouvelles technologies électroniques. Nous devons non seulement exploiter les nouveaux développements, mais en contrôler également les conséquences sociales. Nos principaux concurrents ont déjà élaboré des stratégies plus cohérentes et plus vastes des nôtres et le gap technologique ne fait que s'accroître.

## L'emploi

Il faut que nos populations soient informées des changements en cours, qu'elles soient en mesure de voir au-delà de leur horizon immédiat. Sinon, de travailleurs qui ne voient pas que leur industrie est en train de se redimensionner ou que leur société est sur le point de fermer, nous ne pouvons attendre rien d'autre qu'une attitude de défense et de restriction en face de ces changements. En deuxième lieu, si nous devons apporter au sein de notre société les changements nécessaires et difficiles, nos hommes politiques doivent encourager une plus grande mobilité et donner aux personnes les moyens de s'adapter aux nouvelles opportunités et apprendre de nouveaux métiers. En troisième lieu, nous devons

*réduire au minimum la durée moyenne de la période de chômage. Il est nécessaire, pour cela, d'intensifier la formation et la reconversion professionnelle et de poursuivre nos discussions sur les différents aspects de la répartition du temps.*

## **Le système monétaire européen**

*Ce système a bien fonctionné et a apporté à l'Europe un degré appréciable de stabilité monétaire en un moment difficile et turbulent sur le plan international. J'espère que l'expérience que nous avons acquise encouragera le neuvième Etat membre à adhérer à ce système qui, sans la livre sterling, est franchement incomplet. Je serais heureux d'assister à un élargissement continu de l'activité du Sme à travers, par exemple, une coordination interne plus étroite et l'élaboration de politiques communes à l'égard de pays tiers et de leurs devises; dans le cadre d'un effort commun pour reconstituer un tableau à l'intérieur duquel le désordre monétaire peut être efficacement contenu.*

## **Les problèmes du bilan et de la convergence**

*Dans notre document sur les problèmes structureaux des pays communautaires les moins prospères et sur les problèmes du bilan du Royaume-Uni, nous avons redimensionné ces questions et en avons rendu la solution négociable à un niveau concret et spécifique. Evitons de trop nous abandonner à des discussions métaphysiques mais peu constructives: le moment est arrivé de résoudre ces problèmes et de les laisser derrière nous une fois pour toutes.*

## **Institutions**

*Le rapport des Trois Sages et celui du groupe Spierenburg présentent une analogie considérable entre eux dans le mode de concevoir le rôle et les responsabilités de la Commission. Aucun des deux n'a mis en discussion la nécessité qu'elle continue à exercer ses pouvoirs politiques d'initiative en pleine autonomie. Comme toute autre organisation, la Commission doit se rénover et s'adapter au changement des circonstances. Les recommandations du rapport Spierenburg seront mises en pratiques. D'ici peu, nous examinerons une série de propositions ayant pour but d'assurer une organisation optimale de nos services administratifs, d'améliorer et de renforcer la planification et la coordination interne et de garantir un meilleur contrôle sur l'utilisation du personnel.*

*La Commission espère que l'on procédera à un examen, rapidement suivi d'une action, au sujet des questions institutionnelles les plus vastes soulevées par les deux rapports. Il sera bien vite nécessaire de prendre des décisions sur la composition de la prochaine Commission. L'expérience ne nous conduit pas à estimer qu'elle doive nécessairement être réduite quant au nombre de ses membres par rapport à l'actuelle; mais nous estimons, qu'elle ne doit pas non plus être plus vaste. Bien que ne pouvant pas engager la nouvelle Commission, il nous semble opportun, pour ainsi dire, qu'elle se présente à cette Assemblée au moment où elle assume ses fonctions. Je n'entends pas proposer quelque chose de formel et de précis comme pourrait l'être un vote de confiance; mais la prochaine Commission devra savoir qu'elle est acceptée par ceux qui représentent les populations de la Communauté.*

## **Conclusion**

*Nous ne pourrions obtenir aucun résultat si nous n'agissons pas dans un esprit de solidarité. Cette solidarité se base sur le respect de la loi. Il n'est pas possible de marchander quand la loi est en jeu. Il ne peut prévaloir aucune considération d'avantage momentané ou d'intérêt national sur notre intérêt commun pour un monde ordonné où les normes sont respectées jusqu'au moment où l'on décide, d'un commun accord, de les modifier. La Cour interprète la loi en se basant sur les traités dont la Commission est la gardienne. Pour elle, aucun devoir n'est plus sacré. C'est là la pierre angulaire.*

# Nécessités de nouvelles initiatives de la Communauté Européenne dans l'aire méditerranéenne

(Discours de M. Lorenzo Natali, vice-président de la Commission des Communautés Européennes à l'Université d'Urbino - 8 mars 1980)

**L**e parlementaire, M. Lorenzo Natali, vice-président de la Commission des Communautés Européennes, a inauguré à l'Université d'Urbino le deuxième cours de culture européenne avec un discours sur le thème: «L'élargissement: nouvelle dimension méditerranéenne de la Communauté».

Le vice-président Natali a rappelé que les rapports actuels de la Communauté avec les autres pays méditerranéens s'inspirent d'une politique globale qui s'est concrétisée en une série d'accords. Il se trouve à la base de cette politique l'intuition que la Communauté a un intérêt fondamental à contribuer au développement et à la stabilité des pays de cette aire.

«L'accord conclu, il y a quelques semaines de cela, par la Communauté avec la Yougoslavie - a déclaré Natali - reprend d'une façon plus ambitieuse tous les aspects de la coopération qui étaient à l'état embryonnaire dans les autres accords méditerranéens. Cet accord marque le succès de la politique de bon voisinage suivie entre la Yougoslavie et l'Italie, politique sanctionnée, en particulier, par les accords d'Osimo en 1975. Ces accords ont été le préambule politique aux négociations qui ont fait suite entre la Communauté et la Yougoslavie ».

M. Natali a souligné que la politique méditerranéenne actuelle de la Communauté risque d'être remise en cause d'une part par la crise économique qui a déséquilibré ses relations avec les pays méditerranéens et, de l'autre, par l'élargissement de la Communauté qui aura des conséquences directes dans les rapports avec ces pays.

La Communauté élargie pourrait ne pas conserver les parts de marché aux produits qu'elle importe actuellement d'autres pays méditerranéens. Ses capacités d'approvisionnement dépasseront, en effet, large-

ment ses besoins internes dans quelques secteurs industriels et agricoles.

Il existe le risque que les pays méditerranéens cherchent à donner une nouvelle orientation à leurs courants commerciaux, c'est-à-dire vers les marchés de l'Est ou d'autres pays industrialisés. Il convient donc de mesurer la gravité des conséquences pour la Communauté tant sur le plan économique que sur le plan politique et de la sécurité.

«Les difficultés - a affirmé le vice-président de la C.E.E. - s'accumulent surtout dans les relations commerciales entre la Communauté et les Etats-Unis, au point que certains milieux parlent déjà d'une prochaine guerre commerciale. Je dois pourtant déclarer nettement que l'élargissement de la Communauté ne peut pas et ne doit pas entrer dans le contentieux commercial avec les Etats-Unis: l'Europe des Neuf a déjà un déficit commercial de six milliards de dollars en 1979 vis-à-vis des U.S.A. Elle devra supporter des charges financières de quelques milliards de dollars pour réaliser son élargissement; elle devra défendre également contre d'éventuelles compensations son rôle de partenaire valable pour les pays méditerranéens.

Les intérêts commerciaux américains ne seront en jeu que dans quelques secteurs très restreints, tandis qu'ils tireront un bénéfice considérable, au total, de l'élargissement du marché communautaire. Il est impensable que la Communauté puisse accepter de prendre particulièrement en considération des secteurs étroits là où il existe des intérêts américains modestes mais criards, en jeu. Mais dans un climat de contentieux commercial intense, des pressions américaines pourraient rendre cependant bien plus incertain l'effort européen en faveur des pays méditerranéens». Pour le vice-prési-

dent Natali, la Communauté élargie sera amenée par les événements à retrouver un rôle important et, en même temps, original, dans la Méditerranée, alors que cette région est justement en train de redevenir un point vital dans les équilibres internationaux.

«Il suffit de penser - a poursuivi le vice-président de la C.E.E. - que deux des principaux leaders du mouvement des «non-alignés» (Yougoslavie et Algérie), dont le rôle dans la stratégie de la paix est aujourd'hui extrêmement important, sont des pays méditerranéens; il suffit de réfléchir à la renaissance de «l'idée islamique» et à la place qu'elle occupe dans le Bassin méditerranéen et dans l'aire immédiatement avoisinante, ainsi qu'aux conséquences que pourrait avoir, à plus long terme, le traité de paix entre Israël et l'Egypte; il suffit, enfin, de rappeler qu'il s'agit d'une zone importante de production ou de passage du pétrole et d'autres sources énergétiques».

M. Natali a conclu en soulignant qu'une action orientée vers un renforcement de la présence européenne en Méditerranée

exigera un engagement politique et économique de la part des Etats membres. Cet engagement doit vraiment intéresser toute la Communauté.

«Il est clair, en effet, qu'en l'absence de mécanismes appropriés, les coûts et les sacrifices inévitables d'une nouvelle présence méditerranéenne de la Communauté élargie, pèseront presque uniquement sur le Mezzogiorno italien et sur le Midi français. Ils pèseront donc sur des régions qui, ayant des structures économiques analogues à celles des autres pays méditerranéens, sont déjà parmi les régions les moins favorisées de la Communauté européenne actuelle. Il est impensable qu'elles puissent supporter à elles seules ces sacrifices. On a parlé du défi que pose cet élargissement; en effet, l'objectif que nous désirons atteindre est que le grand fait politique de l'adhésion de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne renforce la Communauté en son propre sein et dans sa projection extérieure. Il conviendra donc, de la part de tous, d'avoir du courage, de l'imagination et le sens des responsabilités».

## La faute n'est pas de l'inattention

### • Difficultés des enfants dans le trafic

**L**es élèves des quatre premières classes élémentaires représentent un des problèmes les plus sentis du trafic routier: les tout jeunes enfants comme leurs camarades d'école plus âgés grossissent considérablement les rangs de ceux qui sont concernés par des accidents de la route. Il est évident que ces accidents ne sont pas une accumulation de cas fortuits. D'après les psychologues du trafic, la situation problématique des enfants de cet âge dépend surtout de l'interprétation erronée de leurs capacités que donnent les adultes. Les enfants suffisamment mûrs pour être inscrits à l'école - c'est ce que pensent les parents et leur jugement est confirmé par les enseignants - sont également assez raisonnables pour participer sans problème au trafic routier. Mais ceci ne correspond pas à la vérité.

Une des tâches les plus importantes est donc - pour la plupart des adultes qui s'efforcent de tenir compte des enfants dans le trafic - de connaître exactement comment sont les faits. Ce n'est qu'ainsi qu'il est possible, en effet, d'en prévoir les réactions. Il a été procédé, avec la collaboration active du Dr Gerhard Munsch, à une analyse du com-

portement des enfants âgés de six à dix ans pour découvrir les raisons qu'a ce groupe d'âge à s'adapter au trafic routier.

## La vivacité des enfants est un danger mortel

L'appareil sensori-moteur (coordination des sens avec l'appareil moteur neuro-musculaire) chez les enfants de cet âge ne fonctionne pas encore parfaitement. Les mouvements sont en partie incontrôlés; il s'ensuit, par exemple, qu'un enfant dépasse avec élan l'objectif qu'il voulait atteindre et, par suite, glisse, trébuche et tombe. Entre six et dix ans, les enfants sont en phase de développement, phase caractérisée par un grand désir de mouvement et par le plaisir de courir. Les très jeunes veulent expérimenter les limites de leurs possibilités en tournant vertigineusement, en dévalant les côtes et en mettant à l'épreuve la force centrifuge. Il est clair que ces turbulences ne sont pas adaptées au trafic routier. Sur la base des théories les plus récentes, l'appareil sensori-moteur n'est pas complet avant la quatorzième année.

L'activité des sens est, elle aussi, pleine de lacunes. Quelques impressions de grande importance pour la circulation routière ne sont pas communiquées par l'oeil de l'enfant au centre de réactions du cerveau; il en est de même pour les sons. La perception sensorielle n'est pas, dans son ensemble, parfaitement développée.

Seul ce qui produit un stimulus suffisamment fort, ce qui est assez bariolé, bruyant et grand est rapidement enregistré. L'enfant doit encore apprendre à enregistrer sélectivement et éprouve des difficultés à diviser son attention. Il s'ensuit qu'un enfant regarde dans la direction d'où arrive une voiture automobile sans la voir, parce que son attention est attirée par une autre voiture rouge garée dans le voisinage.

Tout comme la perception en profondeur, le champ visuel latéral est, lui aussi, limité. Celui des enfants est plus limité que celui des adultes, même à l'âge scolaire, parce que la périphérie de l'oeil de l'enfant est moins capable de percevoir et n'est pas suffisamment entraînée. Mais cette vision périphérique de ce qui se passe aux limites du champ visuel est l'un des critères principaux des réactions dans le trafic, pour les adultes également.

Il est important, pour les adultes, de connaître cette lacune afin de pouvoir en tenir compte; ce qu'ils n'ont peut-être pas fait jusqu'à présent et se sont uniquement émerveillés du comportement étrange des enfants. Les enfants croient que les véhicules sont en mesure de s'arrêter immédiatement; c'est la raison pour laquelle on peut s'expliquer que de nombreux enfants traversent la rue sans pratiquement tenir compte du trafic, qu'ils ont l'impression d'avoir été vus pas les conducteurs.

Les adultes ne peuvent rien faire d'autre que de tenir compte de cette incapacité physique et psychique des enfants. Il est conseillé mille fois plus de surveiller un enfant, même s'il marche tranquillement sur le trottoir que de se fier, une fois de trop, à sa «raisonnabilité».

Les psychologues conseillent aux parents d'enfants âgés de six à dix ans d'exploiter leur désir d'apprendre et l'esprit d'émulation qui règne parmi les jeunes. Il est possible, en répétant intentionnellement les comportements justes, d'habituer les enfants aux normes du trafic; mais il est encore plus important d'inculquer les règles fondamentales dès que les enfants ont l'âge de trois ou quatre ans. S'arrêter sur le bord du trottoir avant de traverser est une opération qui, si elle est négligée, peut coûter la vie; il faut que la mère la programme chez l'enfant pour qu'elle devienne en quelque sorte comme un automatisme.

La meilleure des choses serait d'interdire aux enfants de moins de dix ans de participer au trafic sur les routes encombrées.

Mais il faut également tenir compte de la nécessité du mouvement chez les jeunes enfants - garçons et filles - en leur permettant, éventuellement, de courir, de faire des cabrioles ou de s'exercer à aller à bicyclette dans un parc ou en pleine campagne.

(*Brenner Nachrichten*, 1<sup>o</sup> février 1980)

---

---

# Problèmes de la langue européenne

---

de GIOVANNI F. BARBALACE

---

---

---

---

## Précisions sur la langue latine

---

---

**D**e nombreuses manifestations d'approbation et de critiques concernant les initiatives en faveur de la langue latine parviennent, au cours de ces derniers temps, au siège romain de la Fondation Européenne Dragan.

Les expressions d'approbation se réfèrent, la plupart, au cours de latin parlé tenu annuellement dans les locaux romains de cette Fondation; elles se concrétisent en un nombre toujours croissant d'adhésions. Les critiques, par contre, nous sont parvenues - après la publication dans le Bulletin Européen de l'article d'Ernesto Piacentini - de la part de personnes qui ne partagent pas sa proposition d'adopter le latin comme langue pour la Communauté Européenne.

Il nous semble cependant de notre devoir de préciser, une fois pour toutes, notre opinion à propos de la langue latine.

La langue et la littérature latines représentent, à notre avis, l'expression la plus vaste et la plus riche de la culture occidentale, dont les hommes de notre époque se servent encore à pleines mains. L'étude de la langue latine en fournissant, en particulier, les modèles les plus élevés de formes expressives et de formes syntaxiques, est également le guide le meilleur et la meilleure éducation de la pensée.

C'est pour ces raisons qu'il nous semble impensable qu'une instruction puisse ignorer totalement sa connaissance.

Mais, selon nous, l'étude de la langue latine devrait, de nos jours, se faire avec des méthodes nouvelles, plus proches des exigences et de la sensibilité didactique de notre époque. Elle devrait donc permettre un usage écrit et parlé facile. Les cours expérimentaux qui se tiennent à Rome, au siège de notre Fondation, poursuivent ce but.

Il ne faut pas oublier, en outre, que le latin - en tant qu'expression de la culture occidentale - n'est pas celui des grandes oeuvres appartenant au monde romain, mais est également l'autre latin, non moins latin et non moins important que le romain, que l'on pourrait appeler le «latin européen»: c'est-à-dire la langue dans laquelle écrivirent les pères de l'Eglise, Pétrarque, Képler, Pic de la Mirandole, Spinoza, Giordano Bruno, Hobbes, Newton, Carl von Linné et la très longue liste des hommes les plus célèbres d'Europe.

Reconnaître cette réalité, lui rendre l'importance qui lui est due, enseigner d'une façon moderne le latin pour ce qu'il est: c'est-à-dire une véritable langue, permettrait à des millions d'étudiants d'accéder à la source la plus riche de leur culture et fournirait, à celui qui désirerait s'approcher du latin pour des intérêts scientifiques ou culturels, le moyen le plus sûr pour une meilleure compréhension philologique et littéraire des textes.

A ces conditions, la proposition d'Ernesto Piacentini ne devrait susciter aucun étonnement, mais au contraire serait logique et conséquente.

G.F. B.

## Première Conférence des ministres européens responsables des questions de migration

*Rapporteur: M.A. LEBON (France) en collaboration avec M.G. FALCHI (Italie)*

### Nouveaux développements dans la migration intraeuropéenne depuis 1974

**D**epuis 1974 les mouvements migratoires, qui avaient fourni, après la deuxième guerre mondiale, une très large part de la main-d'oeuvre indispensable à l'expansion économique des pays industrialisés de l'Europe occidentale, ont subi un arrêt quasi total.

Toutefois, la présence, sur le territoire des pays d'accueil, de plus de 10 millions de personnes (migrants dits «illégaux» exclus) avec leurs problèmes humains, professionnels et sociaux, doit amener les milieux intéressés à rechercher les solutions les plus efficaces et les mieux adaptées à leur situation.

Les auteurs du rapport dressent d'abord un *constat quantitatif*, donnant une estimation des effectifs des étrangers (travailleurs migrants et leurs familles) dans les pays d'emploi, évaluant la réduction des mouvements migratoires au cours des dernières années et mettant en évidence l'importance des transferts de fonds effectués par les travailleurs migrants au bénéfice de leurs familles demeurées dans le pays d'origine.

*Les principaux problèmes actuels* font l'objet de la deuxième partie du document qui analyse tout d'abord les difficultés - dues à la crise économique - dans lesquelles s'effectuent les «retours» des migrants dans leur pays d'origine, et examine ensuite la situation des migrants qui choisissent de rester dans le pays d'accueil, en s'efforçant de s'assimiler aux autochtones sans pour autant abandonner leur culture d'origine.

Des solutions concrètes sont proposées. Elles portent sur l'amélioration des conditions de vie du travailleur migrant sur son droit au regroupement familial, à un logement décent, à l'accès à l'information et à l'orientation, à une scolarisation adaptée aux besoins des enfants migrants, au maintien de son identité culturelle et religieuse, et sur son droit à bénéficier d'un statut juridique lui garantissant une représentation et l'exercice de ses droits civiques et politiques.

Le rapport se termine par un chapitre consacré à la *coopération internationale*. Après avoir évoqué les relations entre pays industrialisés et pays en voie de développement, les auteurs soulignent que les transferts d'emploi, la technologie ou de capitaux constituent des instruments privilégiés de la collaboration entre pays d'origine et pays d'accueil appartenant à un même ensemble politique, tel que le Conseil de l'Europe.

Ce document comporte donc une photographie de la situation, des réflexions et un rappel des problèmes auxquels sont confrontés pays d'accueil et pays d'origine. Il expose également quelles sont les attentes des principaux intéressés, «les migrants», auxquels les Ministres européens responsables des questions de migrations devront donner les réponses les plus rassurantes quant à leur avenir social et professionnel et quant à celui de leurs enfants.

## L'intégration des travailleurs migrants et de leurs familles dans les pays d'accueil

(Rapport préparé sous la responsabilité des délégations italienne et suisse)

Le rapport ne traite que de la situation des migrants dont l'intention est de se fixer pendant une période indéterminée dans le pays d'accueil. Il définit une série de mesures, qui devraient relever à la fois des autorités du pays de départ et de celles du pays d'accueil, et assurer aux travailleurs migrants des perspectives de promotion sociale et professionnelle aussi favorable que possible.

Favoriser leur intégration et celle de leur famille, c'est avant tout leur fournir une information précise et simple sur les conditions de vie et de travail à l'étranger. Cette information devrait être dispensée aussi bien par le pays d'origine - avant même que le travailleur ait pris la décision d'émigrer - que par le pays d'accueil - après son arrivées et tout au long de son séjour.

Il incombe aux pays d'accueil d'instituer les mesures nécessaires pour faciliter l'intégration du migrant, sans cependant le couper de sa culture d'origine, et pour améliorer son statut juridique. Le rapport insiste particulièrement sur la réglementation du séjour (permis de séjour, permis de travail et conditions de leur renouvellement) et sur les garanties en cas de chômage.

Il est également souhaitable que le migrant soit associé aux décisions qui le concerne, prenne en charge ses propres intérêts et participe à la vie de la communauté qui l'accueille. Les pays d'accueil devraient étudier la question de sa participation à la vie politique en se basant sur les expériences faites et sur les projets en cours (loi suédoise de 1975, droits spéciaux des citoyens dans la CEE).

L'acquisition de la nationalité du pays d'accueil ne devrait pas faire l'objet de mesures trop restrictives. Elle devrait être facilitée pour les migrants de la 2ème génération, c'est-à-dire les enfants nés dans le pays d'accueil ou qui y ont accompli la plus grande partie de leur scolarité, et qui connaissent des difficultés particulières à s'intégrer, aussi bien dans le pays d'accueil que dans leur propre pays lorsqu'ils y retournent.

Les pays d'accueil devraient enfin accorder une attention particulière à la promotion professionnelle du travailleur migrant. Ils devraient encourager les employeurs à traiter les migrants sur un pied d'égalité avec les autochtones, permettre leur mobilité géographique et professionnelle, coopérer avec les pays d'émigration pour faire reconnaître les qualifications et titres professionnels acquis par le travailleur migrant et pour lui assurer une formation professionnelle adéquate. Cette formation doit passer par un apprentissage de la langue et une familiarisation avec la culture du pays d'accueil. Les enfants de migrants devraient bénéficier de cet enseignement dès l'âge préscolaire, afin de pouvoir accéder autant que possible aux mêmes emplois que les jeunes nationaux.

Le Dr. J. Constantin Dragan, Fondateur du Bulletin Européen, vient d'être nommé visiting fellow auprès de la Business School de la The City University of London.

Cette nomination est la reconnaissance de l'intense activité déployée par le dr. J. Constantin Dragan durant la période qu'il a été d'abord Vice-Président et ensuite Président de l'International Marketing Federation ainsi que de celle dans le domaine du marketing, tant personnellement qu'à travers les cours d'éducation permanente organisés par la Fondation Européenne Dragan.

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

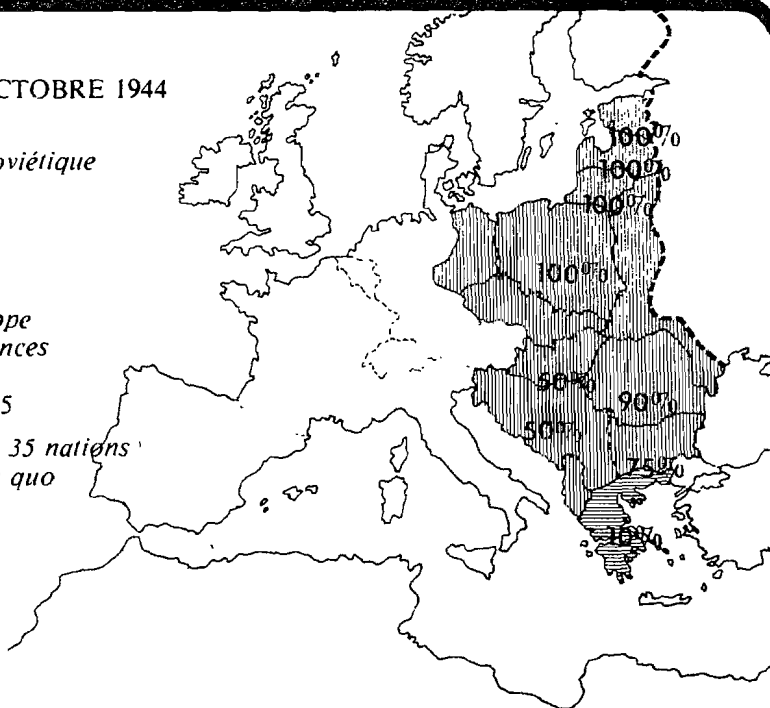
*Churchill  
cède à l'Union soviétique  
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du  
partage de l'Europe  
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations  
reconnait le statu quo  
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

*Bulletin Européen*

## **sommaire**

<i>R. Cestelli: P.C.I. - Autonomie vis-à-vis de Moscou</i>	1
<i>R. Zundel: «Aux côtés des Etats-Unis»</i>	7
<i>Elargissement, politique méditerranéenne, accord avec la Yougoslavie</i>	8
<i>H. Murmann: Le pont branlant entre l'Est et l'Ouest</i>	10
<i>A. Giolitti: Vers de nouveaux équilibres institutionnels dans la Communauté</i>	11
<i>R. Jenkins: Future de l'Europe</i>	12
<i>L. Natali: Initiatives de la Communauté dans l'aire méditerranéenne</i>	14
<i>G. Barbalace: Problèmes de la langue européenne</i>	17
<i>Conseil de l'Europe</i>	18

### *Bulletin Européen*

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)

Editrice Nagard Srl - Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione: Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06) 679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n.16966 del 15.10.1977 (già n.1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa BG» Milano, Via Larga 11